



SOUTH-SOUTH AND TRIANGULAR COOPERATION FACILITY -2020-2021

COOPERATION SUD-SUD EN AFRIQUE CENTRALE

Séminaire scientifique de partage d'expériences sur les enjeux liés à la coopération sud-sud dans la gestion des politiques publiques et du marché du travail en Afrique Centrale

PROCESSUS DE MODÉLISATION DE L'EMPLOI AU CAMEROUN

*Par : Dr. Saïdou Hamadou,
Chef Cellule de la Prospective Economique au Ministère de l'Economie, de la Planification et de
l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), Yaoundé – CAMEROUN*

1. Contexte et justification

Au Cameroun, l'emploi a toujours été implicitement ou explicitement pris en compte dans les politiques macroéconomiques et sectorielles. Les premiers Etats Généraux de l'Emploi ont été organisés en 2005. En 2007 a été formulée une Déclaration de Politique Nationale de l'Emploi (PNE), effectivement élaborée en 2008. Les objectifs de la PNE ont été amplement repris dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), cadre de mise en œuvre de la Vision Cameroun 2035 sur la période 2010-2019, lequel a par ailleurs fait de l'emploi un de ses axes majeurs.

Cependant, les résultats de la quatrième Enquête Camerounaise auprès des Ménages (ECAM 4) réalisée en 2014 ont mis en évidence des résultats mitigés en matière de promotion de l'emploi décent. En effet, le taux de sous-emploi global chez les personnes âgées de 10 ans et plus est passé de 75,8% en 2005 à 71,1% en 2007, pour remonter à 79,0% en 2014. Ces résultats mitigés ont justifié l'actualisation en 2017 de la PNE dans la perspective d'identifier les mesures idoines à mêmes d'inverser les tendances indésirables constatées. Toutefois, au niveau national, le marché du travail demeure caractérisé par une inadéquation entre l'offre et la demande d'emplois, du fait de plusieurs facteurs tels que la faible capacité de création des emplois décents dans le secteur moderne et la prépondérance du secteur informel.

Une étude réalisée en 2018 par le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) avec l'appui du Bureau International du Travail (BIT) sur l'évaluation de la dimension emploi dans les référentiels stratégiques et programmatiques a mis en évidence l'absence d'outils dédiés à l'analyse de l'impact des politiques économiques sur l'emploi dans les administrations publiques. Cela serait l'un des facteurs limitant la portée des actions stratégiques menées en matière de promotion de l'emploi au Cameroun.

Dès lors, dans un contexte de planification de la deuxième phase de la Vision de développement du Cameroun, la question de savoir comment mieux anticiper la création des emplois au regard des mesures de politiques économiques envisagées par le Gouvernement pour promouvoir la croissance au cours de la prochaine décennie a amené à s'orienter vers la construction d'un Modèle Général d'Equilibre Général Calculable (MEGC) axé sur l'emploi.

Un MEGC est un modèle de simulation visant à donner une représentation de l'ensemble des transactions d'une économie de marché. Le modèle reproduit la manière dont s'ajustent les différents marchés de l'économie, notamment, le marché des biens et services et le marché du travail. Certains MEGC prennent également en compte le marché de la monnaie, cependant, celui que nous utilisons dans le cadre de ce travail n'en tient pas compte. Des hypothèses sur les comportements des agents,

souvent inspirées de la microéconomie permettent de spécifier les différentes fonctions d'offre et de demande. Les fonctions d'offres sont notamment relatives aux fonctions de production, de valeurs ajoutées et d'offre de travail, tandis que les fonctions de demande sont relatives aux différentes formes de consommation, au commerce extérieur et à la demande de travail.

Le grand succès des MEGC est expliqué par la richesse des interrelations qu'ils prennent en compte. En effet, ils interconnectent tous les marchés et représentent en ce sens un véritable saut qualitatif par rapport aux modèles d'équilibre partiels. Ils sont particulièrement adaptés à la mesure des impacts des chocs exogènes qui se propagent dans l'ensemble de l'économie. Aussi ils s'adaptent bien à l'analyse de l'impact de la pandémie du coronavirus qui modifie l'environnement international caractérisé par des variables exogènes tels que les prix à l'exportation de certains produits.

Dans le contexte des pays en développement qui ne disposent pas de séries statistiques longues, le MEGC se révèle particulièrement adapté dans la mesure où il peut être construit en utilisant les données d'une seule année. Ces données sont synthétisées dans une matrice dite de comptabilité sociale qui intègre harmonieusement le Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) et le Tableau des Compte Economiques Intégrés (TCEI).

Dès lors, autres objectifs visés à travers la construction d'un tel modèle dans le cas de l'analyse des politiques d'emploi au Cameroun, il était question de : (i) fournir au Gouvernement, des analyses et des informations pertinentes comme référence pour la planification et le suivi-évaluation de la promotion de l'emploi dans le sillage du post-DSCE ; (ii) renforcer les capacités des ministères et autres utilisateurs potentiels du modèle en vue de l'appropriation et de la mise en œuvre des orientations proposées en matière de promotion de l'emploi.

2. Méthodologie

La démarche qui a conduit à l'élaboration du MEGC axé sur l'emploi au Cameroun a procédé du recrutement de deux consultants chargés de la réalisation de ce travail. Les consultants étaient spécifiquement chargés de :

- élaborer une note méthodologique à soumettre à l'appréciation du MINEPAT ;
- collecter auprès de l'Institut National de la Statistique (INS) toutes les informations nécessaires à la construction de la Matrice de Comptabilité Sociale;
- élaborer le MEGC dont la programmation devait se faire sur un logiciel adéquat;
- proposer sur la base des résultats des simulations, des objectifs prioritaires de la politique de l'emploi durant la deuxième phase de la Vision et d'une matrice des indicateurs de suivi et évaluation de mise en œuvre de cette politique.

En appui au travail des consultants, un groupe de travail composé des cadres du MINEPAT (Division de la Prospective et de la Planification Stratégique, Division des Analyses et Politiques Economiques), du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MINEFOP), de l'INS et du BIT a été mis en place. Ce groupe de travail était chargé d'accompagner les consultants dans la mobilisation des informations nécessaires, le suivi et l'évaluation de la qualité des livrables.

Les données collectées dans le cadre de cette activité étaient essentiellement les données de la comptabilité nationale. En effet, l'élaboration d'un MEGC a pour point de départ la construction d'une MCS. Celle qui a été produite était bâtie sur les données du TCEI - présentant notamment les revenus des agents : ménages, entreprises, gouvernement, ISBLSM et reste du monde) et du TRE de l'année 2014 (basé sur une nomenclature à 44 branches d'activités et 44 produits). Au regard de l'intérêt porté sur le secteur informel, le TRE 2014 a été éclaté en 88 branches et autant de biens tout en distinguant pour chacune des branches, sa composante formelle et informelle. Trois variables ont été prioritairement éclatées : la production des branches ; la valeur ajoutée des branches ; et la consommation intermédiaire totale demandée par les branches. Les comptes nationaux de 2005 ont été utilisés pour évaluer la part du secteur informel dans chaque cas.

3. Types de simulation possibles

Le modèle permet de simuler l'impact sur l'emploi des politiques de relance par la demande, par l'offre, ainsi que des politiques fiscales. Il permet aussi d'apprécier l'impact des chocs exogènes, notamment en ce qui concerne les prix sur les importations et sur les exportations. Les politiques de relance par la demande sont traduites par l'accroissement des transferts aux ménages urbains et

ruraux. Les politiques fiscales sont déclinées par l'accroissement du taux de TVA sur les produits importés. Quant aux politiques d'offre, elles sont explicitées par l'accroissement du capital.

4. Résultats clés

Les résultats révèlent que les transferts sociaux ont des effets positifs sur l'emploi formel. Plus les montants sont élevés, plus l'effet sur l'emploi formel est important. Le taux de croissance de l'emploi formel passe de 1,2% pour un montant de 125 milliards FCFA à 27% pour un montant de 500 milliards FCFA. Cependant ces effets positifs sur l'emploi formel s'accompagnent d'une dégradation de plus en plus forte de la balance commerciale. Le taux de croissance des importations est de 1% pour un niveau de transferts de 125 milliards FCFA de transferts et de 18,4% pour un montant de 500 milliards FCFA. Dans le même temps, les exportations varient de 0,3% à 5,6%.

Dans le cas des politiques d'accroissement des prix des importations et des exportations, l'accroissement porte sur un produit donné, et se situe à 10% tant dans le cas des prix à l'importation que des prix à l'exportation. Les simulations montrent ainsi une croissance maximale de l'emploi formel lorsque le choc est opéré au niveau des services de transport et des « autres services marchands ». Cependant, d'un point de vue général, les gains en matière d'emploi formel sont faibles. En dehors de ces deux services, l'impact sur l'emploi formel n'excède pas 0,4% suite à un accroissement du prix de 10%. Pour certains produits tels que les produits miniers et les produits de haute technologie, l'accroissement du prix des importations se traduit par un recul de l'emploi formel. S'agissant du choc sur les prix des exportations, elle présente des gains maximums pour les produits miniers, les industries de moyenne technologie ainsi que l'agriculture informelle. Le choc sur les prix des produits de haute technologie se traduit par un accroissement de 3,1% de l'emploi formel. L'accroissement est de 1,23% pour les produits miniers et de 1,11% pour l'agriculture informelle. En dehors de ces branches, les gains en matière de croissance n'excèdent guère 0,7%

En matière de politique fiscale, les simulations montrent que l'accroissement du taux de TVA à l'importation de 2 points n'implique pas de gains importants en matière de création d'emplois. La création maximale est observée au niveau des branches de moyennes technologies où une croissance de 0,19% est notable.

S'agissant des politiques d'investissement dans le cadre de la relance de l'emploi décent, la création nette d'emplois suite à l'accroissement du capital se révèle plus importante lorsque le capital est injecté dans le secteur de l'éducation. Des investissements de 500 milliards FCFA se traduisent par une création nette de 198 000 emplois. Des gains importants sont également notables dans les

branches de moyenne technologie où une création nette d'emplois de 111 667 est constatée. Des effets importants sont également constatés dans l'agriculture et l'élevage où des créations nettes d'emplois de 80 461 et de 86 984 sont notables.

5. Valorisation du modèle dans le contexte COVID19

Dans le contexte de survenue de la pandémie liée au Coronavirus 2019 (Covid-19), l'Organisation Internationale du Travail (OIT) a anticipé au niveau mondial des répercussions de la pandémie sur le marché du travail. Il a ainsi été relevé que la baisse de la demande globale pouvait se traduire par une augmentation du chômage, un développement des emplois informels et une aggravation du sous-emploi. À ces conséquences pouvait s'ajouter l'infection des travailleurs se traduisant par leur absence au travail. L'OIT a également prévu une augmentation du sous-emploi. L'ajustement probable de la demande de travail à la baisse, pouvant influencer négativement les salaires.

Au regard de ce spectre, et tenant compte des effets réels de cette pandémie dans la sphère économique au Cameroun, le MEGC axé sur l'emploi a été mis à contribution pour réaliser des simulations en vue d'apprécier l'impact de la pandémie sur l'emploi en considérant des hypothèses sur les chocs des prix des produits exportés, ainsi que les chocs liés à l'offre.

Les simulations réalisées ont pris en compte deux groupes d'hypothèses. Les hypothèses sur les prix des produits exportés et celles sur la valeur ajoutée des entreprises. Les hypothèses formulées sur les prix des produits exportés correspondaient aux différentes visions pessimiste, moyenne et optimiste de l'environnement international. La vision pessimiste correspond aux prévisions de la banque mondiale qui projetait un taux de croissance -5,3% en 2020. Celle moyenne est liée aux prévisions du FMI qui anticipait une croissance de -3% en 2020. La vision la plus optimiste correspondait quant à elle à un taux de croissance ad-hoc de -0,5%. Ces différents cas de figure ont été mis en lien avec des niveaux de variation respectifs des prix à l'exportation des produits agricoles, sylvicoles et des mines, du nombre d'emplois dans la branche « santé », et de la valeur ajoutée des branches formelles et informelles.

Les résultats des simulations ont montré une baisse de l'emploi suite aux chocs imputables au covid-19. Cette baisse est permanente quelques soient les scénarios considérés. Dans le scénario optimiste, le nombre des emplois baisserait de 4,5%, la diminution est de 2,9% dans le scénario moyen et de 1,2% dans le scénario pessimiste. Pour chacun des trois scénarios, le recul de l'emploi serait plus sévère dans les branches formelles par rapport aux branches informelles. Dans le scénario pessimiste, la baisse de l'emploi formel serait de 8,2% contre 4,2% au niveau de l'emploi informel. Dans le scénario moyen, la baisse se situerait à 5,9% contre 2,7% dans les branches informelles et dans le scénario

optimiste, elle serait de 2,9% contre 1% pour les emplois informels. Les branches les plus affectées par la baisse de l'emploi seraient ainsi la construction, l'éducation, l'hôtellerie et restauration, le commerce.

Le taux de chômage au sens du BIT qui est de 3,5% pour l'année de référence, passerait à 7,9% dans le scénario pessimiste, à 6,3% dans le scénario moyen et à 4,6% dans le scénario optimiste. Ces évolutions correspondraient à un accroissement du nombre de chômeurs de 124,1% dans le scénario pessimiste, de 78,4% dans le scénario moyen et de 31,6% dans le scénario optimiste.

Les effets sur les finances publiques ont permis de relever une contraction des recettes fiscales hors emprunts et dons. La baisse se situerait à 50,4% dans le scénario pessimiste, de près de 40% dans le scénario moyen et de 12,4% dans le scénario optimiste. Les revenus du secteur pétrolier seraient particulièrement affectés par cette baisse. Ceux-ci baisseraient de 42% dans le scénario pessimiste, de 24,1% dans le scénario moyen et de 4,7% dans le scénario optimiste.

En outre, les simulations montrent que les impôts sur produits seraient les plus affectés dans chacun des trois scénarios. Ils baisseraient de 12,1% dans le scénario pessimiste, de 8,1% dans le scénario moyen et de 4% dans le scénario optimiste. L'excédent brut d'exploitation serait après les impôts sur produits, la composante la plus affectée. Il connaîtrait une diminution de 10,1% dans le scénario pessimiste de près de 7% dans le scénario moyen et de 3,3% dans le scénario optimiste. Enfin, la rémunération des salariés connaîtrait une baisse de 8% dans le scénario pessimiste, de 5,4% dans le scénario moyen et de 2,7% dans le scénario optimiste.

6. Perspectives

Le travail réalisé par l'INS dans le cadre du renforcement du système de comptabilité nationale du Cameroun ont permis d'avoir des comptes définitifs désormais disponibles pour l'année 2016. En outre, un processus de changement de l'année de base des comptes nationaux est actuellement en cours au niveau de cette institution. Ce processus qui devrait arriver à son terme à la fin de l'année 2020, devrait permettre de disposer de nouvelles données de la comptabilité nationale dont l'année de base serait l'année 2016 (et non plus l'année 2005). Par ailleurs, dans le cadre de ces travaux, la nomenclature des activités et des produits devrait passer de 44 branches/produits à 47 branches/produits. Ces différents changements appellent l'actualisation du MEGC en vue de disposer d'un modèle basé sur les données les plus actuelles.

Par ailleurs, le modèle actuel étant un modèle statique, il ne renseigne pas sur les impacts à moyen et long terme des politiques menées dans le sens de la promotion de l'emploi. Or une telle analyse

permettrait de mieux apprécier d'un point de vue dynamique, les effets des simulations réalisées relativement à des choix de politique économique, pour en dégager les plus pertinents.